

Burundi : chaises musicales au ministère du Commerce

Deutsche Welle, 19.11.2021 Les deux remaniements, le portefeuille du Commerce a changé de main pour la deuxième fois en six mois. Le ministère serait gangrené par la corruption. Au Burundi, le président Evariste Ndayishimiye a procédé ce jeudi (18.11) à un remaniement ministériel. Un an et cinq mois après son investiture à la présidence du Burundi, son premier remaniement touche cinq ministères.

Mais la particularité concerne le ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme, qui vient de connaître un nouveau changement à sa tête, le second en six mois. A chaque fois, les titulaires de ce portefeuille ont été limogés pour un motif assez obscur, à savoir le fait d'agir contre les orientations du pays et d'entacher l'image du Burundi. Mauvaise gestion Le précédent titulaire de ce ministère a été destitué le 1er mai dernier. La ministre sur le départ vient quant à elle de passer six mois aux commandes de cette institution avant d'être à son tour destituée. Une mauvaise gestion du commerce national et international expliquerait ce double limogeage. C'est du moins l'analyse de Gabriel Banzawitonde, président du parti Alliance pour la paix, la démocratie et la réconciliation : "Il y a beaucoup de gens qui ont le monopole sur certains produits. C'est un seul homme par exemple qui a le droit de faire entrer du carburant. Une seule personne fait entrer le sel au Burundi. La conséquence est une pénurie quasi permanente. Il y a les pays limitrophes qui ont des boissons mais il est interdit de les faire entrer au Burundi, ce qui donne toute liberté à Brarudi (fabricant local, ndlr) de continuer à augmenter le prix. Il faut bannir la monopolisation des produits." Mauvaise image pour le Burundi Le président du parti Union pour la paix et le développement partage cet avis. Kassim Abdoul estime que la corruption serait à l'origine de cette double destitution en six mois au ministère du Commerce : "Les difficultés que nous observons au niveau du commerce aujourd'hui illustrent bien que c'est un ministère gangrené par la corruption et les malversations économiques. Si un ministre n'arrive pas à arrêter ces mauvaises habitudes de corruption qui étaient implantées dans les cadres de son ministère, il devient aussi complice. Cela ternit l'image du Burundi. L'insuffisance du sucre sur le marché, le manque du ciment et la carence des boissons industrialisées pourtant produits localement, ainsi que celle du carburant dans les stations-services sont parmi les grandes difficultés que tente, sans grand succès pour l'instant, de gérer le ministère du Commerce.